

Relations industrielles

Maurizio RICCI : *La struttura organizzativa del movimento sindacale, Dalle origini al 1949.* Milano, Franco Angeli, 1986, 250 pp.

Dimitri Weiss

Volume 42, Number 1, 1987

URI: id.erudit.org/iderudit/050301ar

DOI: [10.7202/050301ar](https://doi.org/10.7202/050301ar)

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN 0034-379X (print)
1703-8138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Weiss, D. (1987). Maurizio RICCI : *La struttura organizzativa del movimento sindacale, Dalle origini al 1949.* Milano, Franco Angeli, 1986, 250 pp.. *Relations industrielles*, 42(1), 223–224.
doi:[10.7202/050301ar](https://doi.org/10.7202/050301ar)

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online. [<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>]

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research. www.erudit.org

It would be useful, however, if some of the cases were written to directly encourage bargaining or grievance arbitration simulations. That is, the authors might provide more specific guidance on how these situations could be presented in class. A separate collective bargaining simulation would also be helpful.

The major weakness of the book is a lack of conceptual depth in key chapters. For example, while the chapter on historical developments is well paced and interesting to read there doesn't appear to be a unifying theme. Perhaps Common's market thesis could be used to tie various events together. Also, the chapter on negotiations would benefit by more discussion of Chamberlain's bargaining power model.

Finally, certain cases require more background in the body of the text. The issue of sexual harassment discussed in Young Products Ltd. does not get sufficient attention in the narrative. Similarly the Darthom Industries case might be better understood if the text contained a more comprehensive discussion of the Quality of Worklife concept.

Overall, the authors are to be applauded for updating and making available such a readable work.

Norman A. SOLOMON

University of Windsor

La struttura organizzativa del movimento sindacale, Dalle origini al 1949, par Maurizio Ricci, Milano, Franco Angeli, 1986, 250 pp.

Dans son ouvrage sur «La structure organisationnelle du mouvement syndical. Des origines à 1949» en Italie, l'auteur, en dépassant — dans une ample et intéressante introduction occupant le quart du volume — la période limite de son étude, nous explique (p. 58-59) comment «la naissance et l'évolution successive des conseils d'usine peut être surtout interprétée comme une affirmation de nouveaux groupes sociaux (immigrés du Sud et des zones pauvres du Nord) au sein de la force de travail et, de là, du mouvement syndical. Il s'agit, en définitive de l'émergence de nouveaux groupes (synthétisés efficacement dans l'expression de l'**ouvrier-masse**) qui, pendant une phase historique bien délimitée, deviennent prépondérants dans le cadre du mouvement syndical. On voit se modifier, ainsi, le rapport syndicat-classe: en fait, l'**ouvrier-masse** influence ou, même encore, conditionne nettement les choix des confédérations, en supplantant, ainsi, l'ancienne leadership».

Plus récemment, le leader de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), Antonio Pizzinato, rappelait qu'à l'assertion de certains milieux patronaux, selon lesquels les syndicats ne peuvent plus être le sujet qui négocie le nouveau mode de travailler, il fallait riposter en rendant protagonistes les techniciens et les chercheurs, et non plus l'«ouvrier-masse» des années '60 et '70.

Aussi, était-il utile, au moment où les syndicats vont, à des degrés divers, dans tous les pays industriels, à la croisée des chemins, objet d'un formidable défi qu'ils n'ont pas su encore relever, et qu'on s'interroge — à tort ou à raison — sur leur survie, de se tourner vers le passé et essayer, par une investigation pertinente, d'éclairer la naissance et l'évolution de cette forme d'associationnisme, qui n'a pas fini de faire parler d'elle...

On s'aperçoit vite, en lisant Ricci, que la crise du syndicalisme a été passablement récurrente. Ainsi (p. 146), «les années précédant immédiatement la première guerre mondiale, sont caractérisés par des changements notables dans le système économique et dans le marché du

travail. En synthèse, une série de facteurs (parmi lesquels: la concentration dans les établissements et sur le territoire, l'exode de la campagne à la ville avec l'afflux conséquent de main-d'oeuvre non qualifiée, l'introduction du travail en série, l'émergence d'une couche entrepreneuriale agressive et la discipline rigide sur les lieux de travail) semblent rendre encore plus ardue l'oeuvre de syndicalisation (...).

Ou encore, dans les années 1919-1920, «les différentes organisations syndicales semblent surtout préoccupées par l'exigence de confirmer et d'intégrer les idéologies respectives et les modèles organisationnels s'y référant, sans chercher à affronter les problèmes réels du pays (la crise économique, la diffusion du fascisme et l'inaction des pouvoirs publics (...)).

Parmi toute une série de points sur lesquels l'auteur apporte des informations profitables, je relève celui de la naissance et de l'évolution des **commissions internes** (qui correspondraient, en France, au comité d'entreprise et aux délégués du personnel réunis). M. Ricci montre (notamment pp. 48 et s., 97, 184, 197, 211, 225 et s.) ce qu'il appelle «la substantielle ambivalence» de cette institution représentative contractuelle élue, et comment la CGIL en fit l'instrument de sa propre présence dans l'entreprise tout en lui ôtant la faculté de stipuler des contrats collectifs d'entreprise, tandis que la CISL, qui souhaitait combattre l'initiative de la CGIL, soutenait, comme encore il n'y a pas longtemps, la création de sections syndicales d'entreprise. Ce qui rappelle, avec une étonnante similitude, le débat, plus récent, qui eut lieu au Parlement de l'Espagne post-franquiste, lors de l'examen du projet de loi sur le statut des travailleurs, entre le parti communiste (et la Confédération des commissions ouvrières) et le parti socialiste (et l'Union générale des travailleurs).

Cet ouvrage fourmille de notations stimulantes (mais, aussi, de ... beaucoup de notes en marge). Il est composé, outre l'introduction, de trois chapitres: naissance et évolution des premières formes associatives du mouvement syndical à la fin du XIX^e siècle; ascension et crise de l'évolution organisationnelle du mouvement syndical italien des débuts du 20^e siècle à l'avènement du fascisme; de la reconstruction du mouvement syndical unitaire au pluralisme syndical (1943-1949): le problème de la structure organisationnelle.

Maurizio Ricci, professeur associé de relations du travail à l'université de Bari, réclame, en tant que juriste (p. 9) son droit de faire oeuvre d'historien non seulement en raison du retard accumulé dans la recherche de la période examinée, mais aussi, en reprenant les observations de son maître et collègue, Bruno Veneziani (dont j'ai parlé dans cette revue), lequel, «en repoussant l'accusation d'une prétendue invasion d'un domaine réservé aux historiens, motivait correctement ses arguments par le fait que 'la pénétration réciproque des trois méthodes (historico-juridique, sociologique et politique) constitue une approche méthodologique valable de la recherche scientifique dans le domaine du travail'».

Il reste à l'auteur de nous décrire la suite, qu'on ne peut attendre qu'avec impatience et sympathie.

Dimitri WEISS

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Mitarbeiter beteiligung. Grundlagen-Befunde-Modelle, par Günter Schanz, Munich, Verlag Franz Vahlen 1985, pp. IX + 198, ISBN 3-8006-1130-9

This is a review of the West German participatory practices covered in three parts: management participation regulated by law, partnership voluntarily established by the interested parties, and various models of material or nonmaterial participation. The distinctions made by the author make clear how much recognition should be given to the formal channels of cooperation as a factor distinct from the actual practice of co-operation.